



Niort, le 28 novembre 2018

Protocole d'accord sur les bassines : un leurre

La France Insoumise dénonce la campagne de communication de la préfecture accreditant l'idée que le protocole d'accord sur la construction des bassines d'irrigation est le résultat de la concertation entre les pro et les anti-bassines, alors que dans le même temps elle a elle-même exclu de ce processus de négociation le collectif « Bassines Non Merci », qui a rassemblé des milliers de citoyens autour de ses propositions.

La conception du dialogue social de madame la préfète est à l'image de celle du gouvernement : on ne négocie pas avec la « populace » et il faut respecter la pensée unique. Ainsi de nombreuses propositions portées par ce collectif et partagées par la France Insoumise 79 ont été méprisées.

Il s'agit notamment de l'élaboration d'un véritable projet de territoire tel que le préconise le rapport Bish, avec une consultation élargie et une médiation neutre, et avec comme finalités un réel partage des ressources de l'eau et la sortie rapide de l'utilisation des pesticides.

Au contraire, ce protocole confirme l'utilisation d'argent public (facture d'eau) pour financer les intérêts d'une minorité d'exploitants agricoles (15 %) sans aucune contrepartie garantie pour l'intérêt général - encore une raison de s'interroger sur l'utilisation injuste de certaines taxes-.

De plus, les pénalités mentionnées à l'encontre de ceux qui ne respecteraient pas leurs engagements sont un leurre. En effet, toutes les organisations syndicales des agences de l'eau sont actuellement mobilisées pour s'opposer aux contraintes budgétaires qui ne leur permettent plus d'assurer efficacement leur mission de police de l'eau. Les tricheurs et les pollueurs peuvent dormir tranquilles !

La France Insoumise appelle tous les défenseurs de la nature et de sa biodiversité à ne rien lâcher pour exiger un autre modèle agricole respectueux de l'environnement et de la santé des citoyens.

Elle regrette **le revirement** en faveur du protocole -en dépit de leurs engagements passés-, de certains acteurs, comme **la députée des Deux-Sèvres Delphine Batho**, et invite tous les acteurs – politiques, associatifs, institutionnels, etc. - à entendre et appuyer la demande du collectif Bassines Non Merci à poursuivre les échanges dans le cadre d'une vraie concertation de projet de territoire.

Au nom de la France insoumise 79,

Jocelyne Bénard, Jean-Luc Boulnois, Claude Gazeau, Yannick Maillou,
Stéphane Mauran, Karine Olivier, Nathalie Seguin, Juliette Woillez-Garnier,

Pour le Groupe Parlementaire France Insoumise ,

Loïc Prud'homme, député de Gironde
membre de la commission Développement Durable et Aménagement du Territoire